



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

**Table ronde**

# **PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE FRANCAIS**

**Caen le 31 juillet 2015**

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DEL'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

24 mesures, 6 priorités

- ✓ Redresser les cours;
- ✓ Traiter la question des dettes bancaires et fournisseurs, notamment JA;
- ✓ Alléger les trésoreries;
- ✓ Contractualiser et améliorer les relations commerciales au sein des filières;
- ✓ Promouvoir à l'export et sur le marché national;
- ✓ Assurer la transition énergétique et améliorer la compétitivité des filières.

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

## 10 mesures d'urgence de soutien aux éleveurs

- ✓ Mobilisation des acteurs et respect des engagements de hausse des prix;
- ✓ Restructuration des dettes MLT (banques, médiation du crédit);
- ✓ Fonds d'allègement des charges (=> 50 M€);
- ✓ Extension de la garantie bancaire BPI aux entreprises agricoles;
- ✓ Report des cotisations de sécurité sociale;
- ✓ Prise en charge des cotisations sociales dans le cadre de l'action sociale de la MSA;
- ✓ Mobilisation du FNGRA / sécheresse et canicule;
- ✓ Remise gracieuse TFNB sur demande;
- ✓ Assouplissement des conditions d'accès au remboursement mensuel du crédit TVA;
- ✓ Report sur demande des échéances impôts sur le revenu et sur les sociétés.

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

## 6 mesures structurelles

=> Reconquérir les marchés au national et à l'export

- ✓ Promotion des filières (10 M€);
- ✓ Renforcement des contrôles DGCCRF/ étiquetage sur l'origine des produits;
- ✓ Renforcement des approvisionnements locaux en restauration collective;
- ✓ Réactivation de la garantie publique avec le COFACE pour l'export vers la Grèce;
- ✓ Mise en place opérationnelle de la plateforme « viande France export » pour l'export vers les pays tiers;
- ✓ Mobilisation pour l'agrément des opérateurs français par les autorités étrangères (Asie, Maghreb ...);

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

## 4 mesures

=> diversifier les revenus via la transition énergétique

- ✓ Exonérations de la fiscalité locale pour les installations de méthanisation agricole;
- ✓ Adaptation des tarifs de rachat de l'électricité produite par les installations de méthanisation agricole;
- ✓ Soutien au développement du photovoltaïque dans les élevages;
- ✓ Mobilisation des financements européens pour les projets de méthanisation;

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

## 4 mesures

=> restaurer la compétitivité des filières d'élevage

- ✓ Mobilisation du programme d'investissements d'avenir (PIA) et de BPI France;
- ✓ Amélioration des relations commerciales et contractuelles dans les filières d'élevage;
- ✓ Simplification des procédures et amélioration des contrôles (rapport F MASSAT);
- ✓ Protection contre le loup;

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

La mise en œuvre des mesures d'urgence  
au niveau régional

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr



# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

## L'organisation régionale

(circulaire conjointe Intérieur Agriculture du 23 juillet)

- ⇒ Des cellules d'urgence départementales
  - Réunion tous les 15 jours
  - Identification des exploitations les plus fragilisées
  - Orientation vers les mesures les plus appropriées
- ⇒ Coordination par le préfet de région (DRAAF):
  - un référent régional,
  - 1 synthèse hebdomadaire remontée au MAAF alimentée par les données issues des cellules d'urgence;
- ⇒ Des tables rondes régionales mensuelles => suivi et coordination du plan







MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

## L'organisation régionale

Synthèse des cellules d'urgence réunies  
fin juillet par les DDT (M).

- ⇒ Manche 24 juillet
- ⇒ Calvados 29 juillet
- ⇒ Orne 30 juillet

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr



# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

## La restructuration des dettes

(Mesures 2, 3 et 4)

- ⇒ Restructuration des dettes LMT (banques)
- ⇒ Intervention de la médiation du crédit
- ⇒ Fonds d'allègement des charges
- ⇒ Extension de la garantie bancaire par BPI France





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

## La restructuration des dettes LMT

(Mesures 2 et 3)

Le point de vue du réseau bancaire;

⇒ Bilan de situation par les banques;

⇒ Propositions d'organisation et d'actions au plan régional.

⇒ Articulation avec le médiateur du crédit.

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

## Le fonds d'allègement des charges (FAC)

### (Mesure 3)

FAC activés à ce jour (7 M€):

- Fac porcin: 208 k€, 20 dossiers déposés (attendus 120); échéance 31/7
- Fac bovin: 79 200 €, 1 dossier déposé; échéance 28/8

Prise en charge de 20% maximum (30% JA) de l'annuité des emprunts LMT

Les critères initiaux d'éligibilité:

- Taux de spécialisation > 75% (CA porc et ou bovins viande);
- Endettement LMT et CT > 35%
- Perte d'EBE > 12% sur dernier exercice clos

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr



# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

## Le fonds d'allègement des charges (FAC) (Mesure 3)

Les évolutions annoncées dans le cadre du plan de soutien:

- ⇒ Enveloppe portée à 50 M€;
- ⇒ Extension aux élevages laitiers;
- ⇒ Taux seuil de spécialisation abaissé à 50% (CA élevages);
- ⇒ Date de dépôt des dossiers reportée au 30/9;





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

## Le fonds d'allègement des charges (FAC)

### (Mesure 3)

Les propositions régionales:

- ⇒ Suppression du taux de spécialisation; à défaut, un taux de spécialisation bas établi à partir du CA tous élevages confondus;
- ⇒ L'appréciation de la baisse d'EBE en prenant en compte la dégradation de l'année 2015;
- ⇒ Un seuil d'endettement global (LMT et CT) de 35% avec la possibilité de relever ce seuil au niveau régional;
- ⇒ La prise en compte du niveau ou de la dégradation de l'endettement court terme (trésorerie et dettes fournisseurs);
- ⇒ Une plus grande subsidiarité régionale dans la fixation des critères d'accès.

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr



# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

## La garantie bancaire par BPI France

(Mesure 4)

- ⇒ Rappel de l'intervention de la BPI en matière de garantie des crédits bancaires de trésorerie;
- ⇒ Extension aux TPE et entreprises individuelles agricoles;
- ⇒ 500 M€ de garantie pour les secteurs de l'élevage;
- ⇒ Mobilisation pour traiter les créances fournisseurs.



# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

## L'allègement des trésoreries

(Mesures 5 à 10)

- ⇒ Reports d'échéance et prises en charge des cotisations sociales;
- ⇒ Mesures fiscales.
- ⇒ 550 M€







MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

Les mesures sociales (mesures 5 et 6)

## Nombre de débiteurs: Situation au 28/07/2015

Activité principale	14	50	61	Total
Porcs	14 (1)	82 (1)	46 (0)	142 (2)
Bovins Viande	203 (69)	282 (132)	349 (86)	834 (287)
Bovins Lait	358 (54)	980 (146)	800 (41)	2138 (241)
<b>Total</b>	<b>575</b> (124)	<b>1344</b> (279)	<b>1195</b> (127)	<b>3114</b>

( ) : nombre d'éleveurs au forfait





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

Les mesures sociales (mesures 5 et 6)

**Utilisation 1ère enveloppe : 7,7 M€**

	14	50	61	<b>Basse-Normandie</b>
Montant	49 500 €	126 500 €	73 000 €	<b>249 000 €</b>
Bénéficiaires	42	103	63	<b>208</b>
PEC moyenne	1 178 €	1 228 €	1 158 €	<b>1 197 €</b>

**2ème enveloppe : 8,5 M€**

Attente fléchage par département

- Filière Porcine : 5 M€
- Filière Bovine : 3,5 M€

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

Les mesures sociales (mesures 5 et 6)

## Mesures d'accompagnement

Prise en charge de cotisations

Mise en place d'échéanciers de paiement

Modulation des appels provisionnels

→ Prise en compte de la variation à la baisse des revenus professionnels pour le calcul des appels provisionnels / versement mensuel

Pour ces 3 mesures : Imprimé en ligne / par courrier sur demande

Accompagnement social

→ Pour les familles les plus en difficulté, proposition de RDV prestation pour faire le point sur la plénitude des droits des assurés

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

déclinaison régionale des mesures d'urgence

## Les mesures fiscales

(Mesures 8 à 10)

- ⇒ Remise gracieuse de TFNB sur demande;
- ⇒ Assouplissement des conditions d'accès aux remboursements mensuels des crédits de TVA;
- ⇒ Report sur demande des échéances de paiement de l'impôt sur les revenus ou sur les sociétés.

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

La mise en œuvre des suivis et contrôles  
au niveau régional

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

suivis et contrôles au plan régional

- ⇒ Suivi régional des accords du 17 juin (mesure 1)
- ⇒ Renforcement des contrôles DGCCRF/ étiquetage sur l'origine des produits (mesure 12)
- ⇒ Suivi de la mobilisation pour le développement de l'approvisionnement local en restauration collective (mesure 13);
- ⇒ Amélioration des procédures de contrôles des exploitations agricoles (préconisations rapport MASSAT) (mesure 23).

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DEL'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

suivis et contrôles au plan régional

## Les accords du 17 juin sur les prix (mesure 1)

### Principales conclusions du médiateur

Filière porcine:

- ⇒ Engagements tenus, rôle moteur des filiales des distributeurs indépendants;
- ⇒ Nécessité de conforter dans la durée un cours du porc > prix de revient;
- ⇒ Du fait de la pression sur les distributeurs, risque que leurs fournisseurs substituent de la viande étrangère à la viande française (différentiel de prix avec Allemagne) ou diminuent le prix d'achat aux éleveurs;
- ⇒ Une hausse du prix payé aux éleveurs est possible quand les distributeurs y consentent, pour autant qu'elle ne heurte pas les fondamentaux des marchés;
- ⇒ Pour certains produits sous MDD (majoritairement à base de viande française) des marges de revalorisation existent.

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

suivis et contrôles au plan régional

## Les accords du 17 juin sur les prix (mesure 1)

Principales conclusions du médiateur

Filière bovine:

- ⇒ La cotation moyenne a progressé de 10 cts < engagements (+ 20 cts sur la période);
- ⇒ Une hausse de 20 cts paraissait compatible avec les fondamentaux des marchés, à condition que les débouchés autres que la grande distribution accompagnent la dynamique: les GMS ne représentent que 50% de la valorisation des bovins abattus ! (RHD = 20%, export = 20%, grossistes = 5%, industriels = 5%)
- ⇒ Un effort sur l'export permettrait certainement de rééquilibrer l'offre et la demande sur le marché intérieur;
- ⇒ Un engagement des distributeurs à consolider la hausse des cours et consentir de nouvelles hausses serait de nature à accélérer la dynamique de revalorisation des cours.

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

suivis et contrôles au plan régional

## Les accords du 17 juin sur les prix (mesure 1) Mise en œuvre au plan régional

- ⇒ Intervention du représentant de l'Etat suite à signalement par le ministère de comportements contraires aux accords;
- ⇒ Élaboration d'un protocole de liaison entre les professionnels et les pouvoirs publics;
- ⇒ Saisine du médiateur;



# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

suivis et contrôles au plan régional

Renforcement de la lutte contre les tromperies sur  
l'origine des produits (mesure 12)

- ⇒ Élaboration d'un protocole avec les professionnels :  
fiche de signalement;
- ⇒ Renforcement des contrôles DGCCRF/ étiquetage sur  
l'origine des produits;





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

suivis et contrôles au plan régional

## Renforcement des contrôles DGCCRF/ étiquetage sur l'origine des produits (mesure12)

La DGCCRF a décidé la mise en œuvre de contrôles renforcés dans tous les départements dans le cadre du Plan annuel de contrôle relatif à l'étiquetage et à la traçabilité des viandes bovines, enquête étendue aux autres viandes depuis le 1er avril 2015 :

**L'étiquetage des viandes bovines**, hormis les viandes hachées, doit comporter obligatoirement :

- un numéro ou code de référence assurant le lien entre le produit et l'animal ou le groupe d'animaux dont il est issu,
- le pays d'abattage et le numéro d'agrément de l'abattoir,
- le pays de découpage et le numéro d'agrément de l'atelier de découpe,
- le pays de naissance,
- le pays d'élevage

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

suivis et contrôles au plan régional

## Renforcement des contrôles DGCCRF/ étiquetage sur l'origine des produits (mesure12)

Pour les **produits préemballés** vendus accompagnés des informations destinées au consommateur, qu'ils soient commercialisés entre professionnels ou vendus aux consommateurs, un numéro de lot doit être créé et enregistré avec les caractéristiques communiquées au consommateur.

Depuis le 1er avril 2015, les mentions obligatoires prévues par le règlement n° 1337/2013 pour la viande bovine sont étendues aux viandes porcine, ovine et de volaille.

Les mentions d'étiquetage obligatoires sont (pour la viande porcine, ovine et de volaille) : pays d'élevage, pays d'abattage et code du lot identifiant la viande

Pour les **produits vendus non préemballés**, les procédures de traçabilité doivent permettre de localiser et d'identifier les denrées sans aucune ambiguïté en rayon et en stock.

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

suivis et contrôles au plan régional

## Renforcement des contrôles DGCCRF/ étiquetage sur l'origine des produits (mesure12)

**La DGCCRF a programmé une enquête relative à la vente promotionnelle de viande porcine fraîche :**

Suite à la publication de l'arrêté du 10/06/2015 relatif à l'encadrement des opérations promotionnelles pour la vente de viande porcine fraîche et dans le cadre de cette réglementation, une enquête spécifique est mise en œuvre pour le contrôle des opérations promotionnelles pour la vente de viande fraîche porcine

L'art. L. 441-2 I al. 2 du code de commerce prévoit la possibilité, lorsque des opérations promotionnelles sont susceptibles par leur ampleur ou leur fréquence de désorganiser les marchés, de prendre un arrêté interministériel pour fixer la périodicité et la durée de telles opérations.

L'arrêté prévoit ainsi qu'en dehors des périodes de début d'année et de fin d'été, ne pourront plus être réalisées d'opérations promotionnelles mettant en avant des prix inférieurs à 50% du prix moyen hors promotion du mois précédant l'opération.

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

suivis et contrôles au plan régional

Suivi de la mobilisation pour le développement de l'approvisionnement local en restauration collective (mesure 13)

- ⇒ Sensibilisation des donneurs d'ordres et diffusion du guide juridique pour faciliter les marchés d'appels d'offres: début août;
- ⇒ Lettre du préfet aux collectivités et aux opérateurs publics;
- ⇒ Diagnostic territorial des actions en faveur de l'approvisionnement local par l'IRQUA: fin septembre;
- ⇒ Définition d'un plan d'actions lors de la réunion du comité régional de l'alimentation: début novembre;
- ⇒ Portail internet de l'offre alimentaire normande (IRQUA) pour une mise en relation de l'offre et de la demande;

[www.offrealimentaire-normandie.fr](http://www.offrealimentaire-normandie.fr)

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

suivis et contrôles au plan régional

Amélioration des procédures de contrôles des exploitations agricoles (préconisations rapport MASSAT) (mesure 23)

⇒ Rappel du caractère obligatoire des contrôles;

⇒ Amélioration de la communication autour des dispositifs réglementaires:

- Dans les instances: CDOA, comités PAC ...
- À l'occasion des réunions de lancement campagne PAC, de groupes d'échange => points de vigilance contrôles;
- Via la presse: article synthétique contrôles PAC

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

suivis et contrôles au plan régional

## Amélioration des procédures de contrôles des exploitations agricoles (préconisations rapport MASSAT) (mesure 23)

⇒ Amélioration de l'organisation des contrôles sur place:

- Améliorer la coordination des contrôles;
- Identifier et partager les situations particulières (fragilité ...);
- Réunir les organismes de contrôles: lancement des campagnes, bilans ...; informer la CDOA

⇒ Amélioration de la préparation et du déroulement des contrôles:

- Informer collectivement: réunions de début de campagne;
- Former les contrôleurs;
- Organiser des contrôles pédagogiques;
- Informer le contrôlé: par écrit => points de contrôles, documents à présenter, conclusion du contrôle ...
- Élaborer des documents cadre: guide du contrôleur, charte contrôleur – contrôlé ...

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr







LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

La mise en œuvre de mesures d'accompagnement de la diversification des revenus et de restauration de la compétitivité au niveau régional

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

diversification des revenus et restauration de la compétitivité

## La transition énergétique au service de la diversification des revenus.

- ⇒ Élaboration d'un diagnostic régional des freins et leviers au développement de la méthanisation agricole;
- ⇒ Mise en place d'un guichet unique pour les porteurs de projets;
- ⇒ « Renforcement » de l'information relative à la mobilisation des financements nationaux et communautaires.

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr



# PLAN DE SOUTIEN A L'ELEVAGE

diversification des revenus et restauration de la compétitivité

Restaurer la compétitivité des filières régionales d'élevage.

- ⇒ Élaboration d'une stratégie pour les filières viandes bas-normandes => organisation d'une journée thématique;
- ⇒ Mobilisation du PIA et de la BPI en lien avec la Région pour accompagner des projets structurants;
- ⇒ Mobilisation des acteurs locaux pour améliorer la contractualisation au sein des filières (lait, viandes).





*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

## Table ronde

# MERCI DE VOTRE ATTENTION

## Caen le 31 juillet 2015

agriculture  
.gouv.fr  
alimentation  
.gouv.fr

